

**CONVENTION CONCERNANT LA GESTION DE LA STRUCTURE
D'ACCUEIL PETITE ENFANCE ENTRE L'UNIVERSITE LUMIERE
LYON 2 ET LA VILLE DE BRON**

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la convention du 1^{er} février 1996 signée entre la Ville de Bron, l'association E.Q.U.A.L. et l'Université Lumière Lyon 2 et ses avenants successifs à effet des 1^{er} janvier 2007, 2011 et 2014 et 1^{er} mai 2017,

ENTRE,

La Ville de BRON, représentée par son Maire, Jean-Michel LONGUEVAL, habilité par la délibération n° 15-401 du 18 septembre 2015

D'UNE PART,

ET,

L'Université Lumière LYON 2, représentée par sa Présidente, Nathalie DOMPNIER,

ET,

L'Association "E.Q.U.A.L.", déclarée en préfecture du Rhône le 18 mars 1996 sous numéro 2257, dont le siège social se situe 8 Avenue Pierre Mendès France - 69500 BRON, représentée par sa Présidente en exercice, Jenny FISQUET,

D'AUTRE PART,

La présente convention reprend le texte initial de conventionnement et les dispositions des avenants successifs visés en introduisant deux éléments nouveaux :

- **Le montant de subvention de l'Université pour l'année 2018, la base de calcul pour déterminer sa participation financière pour les trois années suivantes ainsi que les conditions à remplir par l'association pour en bénéficier,**

- L'obligation pour l'association d'informer systématiquement les étudiant.es bénéficiaires de l'université Lumière Lyon2 du fait qu'ils ne pourront plus faire garder leur enfant au sein de la crèche E.Q.U.A.L., s'ils se retrouvent dans la situation de ne plus être étudiant.e de Lyon 2, et ceci même si la formation qu'ils/elles choisissent est co-accréditée par Lyon2.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 :

L'Université Lumière Lyon 2 et la Ville de Bron renouvellent leur engagement de mobiliser, en partenariat, les services d'une structure d'accueil petite enfance destinée à accueillir les enfants des familles résidant ou travaillant à BRON, et ceux des étudiant.es et personnels du campus de BRON.

Article 2 :

Cette structure est implantée dans un bâtiment situé dans l'enceinte de l'Hippodrome de Bron Parilly et mis à disposition de la Ville de Bron par la Société des Courses de Lyon, selon les conditions définies dans la convention de mise à disposition de locaux passée entre la Ville de Bron et la Société des Courses.

Article 3 :

La structure d'accueil comprend 24 places réparties par moitié entre la Ville de Bron et l'Université Lumière Lyon 2.

Elle comprend en outre un centre de loisirs en lien avec la Société des Courses, tel que défini dans la convention de mise à disposition de locaux passée entre la Ville de Bron et la Société des Courses.

Article 4 :

La gestion de cette structure est assurée par l'association E.Q.U.A.L. (Enfants des Quartiers et des Universités de l'Agglomération Lyonnaise).

Article 5 :

Les statuts de l'association sont joints en annexe de la présente convention.

Article 6 :

Le fonctionnement de cette structure est contrôlé par un conseil de gestion composé de 10 membres :

<i>Conseil d'Administration de l'Université :</i>	
dont un représentant des étudiants ou du personnel	2
<i>Ville de Bron :</i>	
dont un représentant sera chargé de la liaison avec la Société des Courses	2
<i>Usagers relevant de la Ville de Bron :</i>	2
<i>Usagers relevant de l'Université :</i>	2
<i>Représentants élus du personnel de la structure :</i>	2

La présidence dudit conseil est assurée par un de ses membres, élu en son sein à la majorité relative.

Article 7 :

Au sein du conseil de gestion, l'Université et la Ville de BRON disposent d'un droit de veto pour veiller au respect de la présente convention.

Article 8 :

Passée la première année, le conseil de gestion se réunit au moins deux fois par an et chaque fois que les circonstances l'exigeront.

TITRE SECOND : GESTION DE L'ETABLISSEMENT
--

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS**Article 1 :**

La structure dont la gestion est assurée par l'association E.Q.U.A.L. doit être agréée par les services de Protection Maternelle et Infantile de la Métropole de Lyon.

Article 2 :

Elle comprend 24 places d'accueil de 5 jours par semaine qui sont réparties entre la Ville de BRON et l'Université Lumière Lyon 2. Des ajustements pourront être éventuellement négociés en cas de nécessité.

Article 3 :

Elle devra être ouverte 11 mois sur 12. Le mois de fermeture sera déterminé en coordination avec les centres sociaux de la commune, gestionnaires des autres structures d'accueil petite enfance.

Article 4 :

Dans la limite des capacités définies dans l'agrément, l'attribution des places entre les deux partenaires devra répondre à la réglementation de la Prestation de Service Unique (P.S.U.) versée par la Caisse d'Allocations Familiales du Rhône au gestionnaire, avec l'application d'accueils réguliers à temps complet ou partiel, occasionnels ou d'urgence.

Article 5 :

L'accueil des enfants pendant les manifestations hippiques sera assuré par l'association.

Article 6 :

L'extension du centre de loisirs aux publics Université et Ville de BRON pourra être mise en place par l'association gestionnaire à la demande du comité de gestion.

Article 7 :

L'application des barèmes de la Caisse d'Allocations Familiales est effective depuis l'ouverture de la structure sur les places d'accueil permanent et d'accueil temporaire.

Article 8 :

L'association gestionnaire devra veiller à satisfaire toutes les conditions liées à la sécurité et à l'agrément.

Article 9 :

L'association souscrira une assurance au titre de la responsabilité civile prenant en compte les risques et contraintes liés à l'implantation de l'établissement dans l'enceinte de l'hippodrome.

Article 10 :

L'association gestionnaire devra veiller à satisfaire les conditions liées au Contrat Enfance existant entre la Ville de BRON et la Caisse d'Allocations Familiales conformément au contrat d'adhésion qu'elle aura signé avec cet organisme.

Article 11 :

L'association gestionnaire tiendra à jour pour les 12 places financées par la Ville, une liste d'attente et acceptera les modalités de gestion des demandes préexistantes sur la commune telles que précisées dans l'article 12 ter.

Article 12 :

L'association assurera la gestion des demandes d'admission sur le contingent des 12 places d'accueil de 5 jours par semaine attribuées à l'Université Lyon 2, en veillant à une mixité entre enfants des personnels et étudiant.es.

L'ordre d'attribution des places en crèche pourra être revu pour parer à une situation d'urgence rencontrée par un.e membre du personnel ou un.e étudiant.e, situation qui fera l'objet d'un mail de l'assistant.e social.e en charge du dossier individuel à crechequal@free, avec copie au service d'action sociale ou de la vie étudiante de l'université.

Article 12 bis :

Pour constituer leur dossier de demande de place en crèche de l'Université Lyon2, les justificatifs annexés au présent avenant devront être produits :

- pour les personnels, sous la forme du modèle d'attestation, dûment complété et signé, spécifiant qu'ils entrent dans le champ de l'action sociale de l'université, de par leur statut et leur rémunération par l'établissement,
- pour les étudiant.es, par la production d'un certificat de scolarité de l'année universitaire en cours, dûment signé et complété.

L'association s'engage à accepter exclusivement ces 2 justificatifs et à modifier son règlement de fonctionnement, dans son article 2 Les enfants, paragraphe 2.1 Inscription-admission, et son sous-paragraphe 2.1.1. Lyon2.

Par ailleurs, l'association s'engage à informer systématiquement, en fin d'année universitaire et scolaire, les étudiant.es bénéficiaires de places en crèche que la possibilité d'obtenir une place de garde d'enfants à E.Q.U.A.L. est subordonnée à leur qualité d'étudiant.e de l'Université Lyon 2.

L'association attirera leur attention sur le fait que s'ils/elles se retrouvent dans la situation de ne plus être étudiant.es de l'Université Lyon 2 (et ceci même si la formation qu'ils/elles suivent est co-accréditée par Lyon 2), ils/elles ne pourront plus faire garder leur enfant au sein de l'association E.Q.U.A.L..

Article 12 ter :

L'attribution des places d'accueil régulier, pour les enfants dont les parents feront la demande au titre de leur résidence principale à BRON et auront déposé une demande auprès du service Petite Enfance municipal, se fera, comme pour l'ensemble des établissements petite enfance de BRON, inscrits au Contrat Enfance et Jeunesse, par l'intermédiaire d'une commission d'attribution, en tenant compte des critères validés par l'ensemble des partenaires.

TITRE TROISIEME : CONDITIONS FINANCIERES

Article 1 :

En vue du versement des financements, l'association devra fournir à l'Université Lumière Lyon 2 et à la Ville de BRON les pièces suivantes :

Au 1^{er} octobre : budget de l'année suivante

Au 15 février : bilan et compte de résultat du dernier exercice clos certifiés par un commissaire aux comptes, conformément à l'article L612-4 du code du commerce, accompagné d'un rapport d'activités faisant notamment apparaître le nombre de journées enfants réalisées.

Article 2 :

La contribution financière de l'Université Lumière Lyon 2 est arrêtée à 54 000 € pour 2018 ; soit une augmentation de 2 244, 58 € par rapport au subventionnement de 2017. Les actions ou améliorations qu'une telle somme additionnelle aura permis de mettre en place seront présentées par l'association E.Q.U.A.L. devant les membres du conseil de gestion du Service Général d'Action Sociale de l'Université au cours du 2^{ème} trimestre de l'année 2018.

A compter de l'année 2019, la participation financière de l'Université Lumière Lyon 2 sera actualisée, chaque année civile, sur la base de la subvention annuelle antérieure, augmentée de l'indice moyen annuel publié du coût de la vie de l'année précédente.

L'association présentera chaque année aux membres du conseil de gestion du Service Général d'Action Sociale de l'Université au cours du 2^{ème} trimestre de l'année N+1, la structure, par grande masse budgétaire, de son organisation financière.

La contribution financière de l'Université Lumière Lyon 2 sera versée suivant les modalités suivantes :

- 60 % fin janvier,
- 30 % au 1^{er} avril, si la crèche E.Q.U.A.L. a fait parvenir à l'Université son bilan financier,
- 10 % fin octobre.

Article 3 :

Le Centre Communal d'Action Sociale, à qui la Ville a délégué la compétence « petite enfance » et particulièrement du Contrat Enfance et Jeunesse, assurera le suivi du financement par la Ville de BRON, du coût des places attribuées aux Brondillants ainsi que le surcoût lié au centre de loisirs assuré pour la Société des Courses.

Article 4 :

Le montant de la subvention attribuée par le Centre Communal d'Action Sociale sera déterminé en fonction du budget prévisionnel transmis par l'association au mois d'octobre de chaque année.

Article 5 :

Chaque année, la Ville de BRON notifie à l'association :

- Le montant des subventions allouées
- Leur objet
- Les modalités de versement

Des acomptes peuvent être versées avant le vote du budget sur la subvention de fonctionnement dans le cadre des aides relevant du Contrat Enfance et Jeunesse.

Les versements seront à effectuer par virement au compte de l'association

- Pour l'établissement d'accueil du jeune enfant :
E.Q.U.A.L. – crèche halte-garderie
N°00055728040 50 ouvert au Crédit Mutuel
- Pour le Centre de Loisirs Sans Hébergement
E.Q.U.A.L. – centre de loisirs
N°00055996340 56 ouvert au Crédit Mutuel

Le comptable assignataire est le trésorier principal de la Ville de BRON.

Article 6 :

L'association E.Q.U.A.L. s'engage à :

1 Communiquer à la commune de BRON au plus tard le 31 mai de l'année suivant la date d'arrêt des comptes les pièces suivantes :

- Un bilan et un compte de résultat du dernier exercice clos certifiés par un commissaire aux comptes (conformément à l'article L612-4 du code du commerce,
- Le rapport de gestion du commissaire aux comptes le cas échéant et les annexes comptables,
- Le compte rendu de la dernière Assemblée Générale ainsi que le rapport d'activités du dernier exercice clos ;

2 Formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 1^{er} novembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagné d'un budget prévisionnel détaillé ;

3 Tenir à la disposition de la commune de BRON les éléments financiers permettant de mesurer la bonne exploitation des activités financées ;

4 L'association fera connaître à la Ville dans un délai d'un mois tous les changements survenus dans son administration ou sa direction et transmettra à la Ville ses statuts actualisés ;

5 En l'absence totale ou partielle du respect des clauses prévues à l'article 6 du titre troisième : conditions financières de la présente convention, la commune de BRON pourra décider de mettre en œuvre une procédure visant à suspendre le versement des subventions, voire les annuler et demander le remboursement des acomptes déjà versés. Préalablement à l'exécution d'une telle décision, la commune de BRON aura l'obligation d'en informer l'Université Lumière Lyon 2, par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé réception.

6 Dans le cas où la commune de BRON, après en avoir averti l'Université Lumière Lyon 2, annulerait tout versement annuel de subvention à l'association E.Q.U.A.L., l'Université Lumière Lyon 2 se réserve le droit de résilier sa participation financière à l'association.

Article 7 :

Le paiement sera effectué par le Centre Communal d'Action Sociale selon les modalités suivantes :

Janvier solde :	10 %
Avril acompte :	30 %
Juillet acompte :	30 %
Octobre acompte :	30 %

Un réajustement du financement attribué à l'association sera effectué si nécessaire par la Ville de BRON, à l'issue du bilan contradictoire du Contrat Enfance et Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'arrondissement de LYON.

TITRE QUATRIEME : CONDITIONS DE MISE EN APPLICATION
--

Article 1 :

La présente convention est signée pour une durée de 4 ans : du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2021.

Article 2 :

Elle ne pourra pas être dénoncée avant son terme, sauf commun accord de l'ensemble des parties. La dénonciation sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, 6 mois au moins avant le 1^{er} octobre de chaque année.

Le tribunal administratif reste la juridiction compétente en cas de litige qui n'aurait pu trouver d'issue favorable par toute tentative de résolution à l'amiable.

Fait à
Le

Fait à
le

Fait à
le

Le Maire de BRON,

La Présidente de

La Présidente de l'Université

Jean-Michel LONGUEVAL

L'association E.Q.U.A.L.,
Jenny FISQUET

Lumière LYON 2,
Nathalie DOMPNIER